



Votre entreprise est-elle vraiment « progressiste ? »

Tendance Un récent sondage réalisé pour Entreprise et Progrès donne à voir un certain décalage entre la perception des chefs d'entreprise et les citoyens. Mais rien n'est perdu.

« Faire de l'entreprise un bien commun » ? 18% des dirigeants d'entreprise annoncent aujourd'hui cet objectif comme prioritaire, selon le récent sondage réalisé par Opinion Way pour l'association Entreprise et Progrès et Generali * sur le thème **« Les entreprises françaises sont-elles progressistes ? »**.

L'enquête qui se penche sur l'évolution de l'implication des chefs d'entreprise en matière de RSE met aussi en relief un décalage entre deux perceptions : **quand 89% des dirigeants estiment devoir placer l'impact sociétal de leur activité au même plan que la performance économique, les Français interrogés jugent _ quasiment dans les mêmes proportions (81%) _ que l'entreprise... reste uniquement tournée vers la rentabilité.** « Il y a un grand malentendu entre ce que les citoyens perçoivent et ce que les chefs d'entreprise pensent faire », pointe Denis Terrien, le président d'Entreprise et Progrès. Quoi qu'il en soit, les entreprises ne s'en sortent pas si mal « Dans un autre sondage, les Français indiquent à 70% qu'ils s'y sentent heureux », souligne le président de l'association qui se revendique tout à la fois « Think Tank » et « Do Tank ». « Contribuer au bonheur des salariés » serait d'ailleurs, selon l'enquête, l'un des principaux objectifs des dirigeants interrogés (96% le jugent « prioritaire » ou « important mais pas prioritaire »).

Le modèle traditionnel de la RSE est en train de changer, estime rappelle Antoine Lemarchant, président de Nature et Découverts et vice-président d'Entreprise et Progrès : « Il y a 20 ans, la RSE consistait à redistribuer une partie de la valeur créée par l'entreprise à ses différentes parties prenantes. Aujourd'hui, c'est un élément constitutif de la stratégie de l'entreprise qui construit la valeur avec, et pas seulement pour, ses parties prenantes ». Reste que s'il l'on regarde dans le détail les objectifs qualifiés de « tout à fait prioritaires », certains sujets majeurs, comme l'adoption de méthodes écoresponsables (34%), l'intégration professionnelle des personnes d'origine étrangère (23%) et l'entrée de salariés au conseil d'administration (7 %) sont délaissés.

Parce que ce n'est souvent que grâce à la volonté d'un dirigeant qui a des convictions que l'entreprise fait évoluer son modèle, un groupe de professionnels mené par un professeur de gestion à HEC Montréal et consultant, André Coupet, a décidé de se réunir sous la bannière de « l'entreprise progressiste ». Son ambition : encourager la double performance, économique et sociale, en proposant des outils. Pour faire un premier pas dans ce sens, il est proposé aux entreprises de s'évaluer. Un auto-diagnostic est accessible en ligne sur le site [entrepriseprogressiste](#). Quand l'entreprise conservatrice travaille sur des temps courts, la progressiste travaille sur des temps longs ; quand la première veut persuader le client d'un besoin et / ou développer une dépendance ou une surconsommation, par exemple via l'obsolescence programmée, la seconde agit dans son intérêt et s'attache à développer une relation de qualité. Quand le salarié est une « variable d'ajustement » dans le premier modèle, il devient une ressource et un avantage concurrentiel que l'on développe et entretient dans l'autre... Etc. Une révolution pour certaines organisations.

« Les entreprises en difficultés n'ont pas forcément en tête qu'elles peuvent améliorer leur situation en repensant leur stratégie par la RSE », explique Denis Terrien.